



Direction des Achats, de l'Hôtellerie, de la
Logistique et de l'Ingénierie Biomédicale

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE ROUEN
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE
1 Rue de Germont
76000 Rouen

PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Articles R2124-1 et R2124-2 à R2124-5 du Code de la commande publique

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**TRANSPORT DE PRELEVEMENTS BIOLOGIQUES, DE
GREFFONS, DE PRODUITS HOTELIERS / HOSPITALIERS
ET DE DOCUMENTS POUR LE GHT ROUEN CŒUR DE
SEINE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)
Commun à tous les lots

SOMMAIRE

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE	5
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC ET INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	5
1.1 - Objet du marché public	5
1.2 – Procédure de passation	6
1.3 - Allotissement	6
1.4 - Forme et prix du marché public	6
1.4.1 - Forme de marché public	6
1.4.2 - Prix du marché public	7
ARTICLE 2 - DUREE ET DELAI D’EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	7
2.1 – Durée du marché public.....	7
2.2 - Délais d’exécution	7
2.2.1 - Délais de livraison	7
2.2.2 - Prolongation des délais.....	8
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 4 - CONDITIONS GÉNÉRALES D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
4.1 - Identification des personnels du titulaire	8
4.2 - Dispositif de sécurité propre aux opérateurs d’importance vitale	9
4.3 - Confidentialité.....	10
4.4 - Sécurité	10
ARTICLE 5 - CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	11
5.1 - Dispositif de lutte contre le travail dissimulé.....	11
5.2 - Dispositif de sensibilisation à l’éco-conduite	11
5.3 - Transition écologique	12
ARTICLE 6 - CLAUSES DE REEXAMEN ET MODIFICATION DU MARCHÉ	12
6.1 - Modifications du marché public et marchés complémentaires/similaires	12
6.2 - Modification dans la consistance du marché	12

6.3 - Clause de réexamen dans le cadre de l'exécution des prestations du lot n°1.....	12
ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	13
ARTICLE 8 - CONDITIONS DE COMMANDE.....	14
8.1 - Emission des commandes.....	14
8.2 - Modification d'un bon de commande.....	15
8.3 - Annulation d'un bon de commande	15
ARTICLE 9 - OPERATIONS DE VERIFICATION.....	15
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE.....	16
10.1 - Accès – Consignes	16
10.2 - Assurances	16
ARTICLE 11 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	16
11.1 - Contenu des prix	16
11.1.1 – Généralités.....	16
11.1.2 – Part du prix relatif au carburant	17
11.2 - Clause de révision des prix	18
11.3 - Clause de sauvegarde	18
11.4 - Prix promotionnels.....	19
ARTICLE 12 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	19
12.1 - Présentation des demandes de paiement - Dépôt de la facture électronique.....	19
12.2 - Conditions de règlement	20
12.2.1 – Mode et délai de paiement	20
12.2.2 - Avance	20
12.2.3 - Comptable	21
12.2.4 - Changement de taxes	21
12.2.5 - Nantissement	21
ARTICLE 13 - PENALITES	21
13.1 - Généralités	21
13.2 - Pénalités.....	22
13.3 - Pénalités pour non-respect du secret professionnel	24

ARTICLE 14 - RESILIATION	24
ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	24
ARTICLE 16 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	25
16.1 - Résolution amiable.....	25
16.2 - Résolution contentieuse - compétence juridictionnelle	25
ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	25

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE PUBLIC ET INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1.1 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet le **transport de prélèvements, de produits hôteliers / hospitaliers et de greffons et de documents pour le GHT Rouen Cœur de Seine.**

Sont concernés par ce marché le CHU Rouen Normandie, le CH d'Yvetot, le CH de Darnétal et le CH de Neufchâtel-en-Bray.

Par la suite, d'autres établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine pourront intégrer le marché. La liste des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine figure en annexe n°2 du CCAP.

Cette adhésion pourra se faire au fur et à mesure des besoins des établissements tout au long de la durée de validité du marché. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Le titulaire du marché en sera informé par le CHU Rouen Normandie par tous moyens.

1.2 – Procédure de passation

Le marché public est passé selon la **procédure de l'appel d'offres ouvert**, en application des articles R.2124-1 à 2 et R.2161-2 à -5 du code de la commande publique.

1.3 - Allotissement

La consultation est divisée en **5 lots** :

- Lot n° 1 : Transports urgents – à jour J – et transports programmés pour les prélèvements biologiques et les produits hôteliers / hospitaliers ;
- Lot n° 2 : Transports de documents – à jour J – pour les écoles et la DRH ;
- Lot n° 3 : Transports à jour J et J +1- pour les greffons (cœur, rein, poumon, pancréas, foie) ;
- Lot n° 4 : Transports urgents non programmés – à J+1 – pour les greffons cornéens et amniotiques ;
- Lot n° 5 : Transports urgents à jour J - pour les greffons cornéens et amniotiques.

Le présent CCAP est commun à tous les lots.

1.4 - Forme et prix du marché public

1.4.1 - Forme de marché public

Conformément aux articles R2162-2, R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique, le présent marché est un **accord-cadre mono-attributaire** fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au **moyen de bons de commande**.

En application de l'article R2162-4 1° du Code de la commande publique, chaque lot est conclu sans minimum mais avec un maximum pendant toute la durée de validité du marché public :

- Lot 1 : 3 400 000 € HT
- Lot 2 : 50 000 € HT
- Lot 3 : 150 000 € HT
- Lot 4 : 45 000 € HT
- Lot 5 : 220 000 € HT

Les prestations pouvant être commandées sont définies au bordereau des prix unitaires (BPU) et au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.4.2 - Prix du marché public

Chaque lot est conclu à **prix unitaires** tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU) **ou au catalogue** du titulaire pour les autres prestations et services disponibles en lien avec l'objet du marché.

ARTICLE 2 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

2.1 – Durée du marché public

Pour chaque lot, le marché public est conclu pour une période initiale de **2 ans à compter du 18/01/2026** (pour les lots 1 et 2) et du **01/03/2026** (pour les lots 3 – 4 – 5) ou de la date de notification du marché public si celle-ci est postérieure.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, la date de notification intervient à l'issue de ce délai.

Le marché public peut ensuite être reconduit 2 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans. Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique. En revanche, le CHU Rouen Normandie se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non-reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

2.2 - Délais d'exécution

2.2.1 - Délais de livraison

Pour chaque lot, les prestations pourront être exécutées dans le mois suivant la date de la notification afin de :

- Préparer les opérations de mise en place avant le début d'exécution
- Planifier et suivre ces opérations.

Les délais de livraison sont fixés par le titulaire dans l'annexe n°2 du CCTP, dans le respect des délais maximum fixés dans le CCTP.

Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

Le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

2.2.2 - Prolongation des délais

Seuls les retards imputables à l'établissement peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés ci-dessus.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort de l'établissement, il lui appartient de signaler par courrier recommandé ou courriel tout retard de la part de cette dernière de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Le délai de la prestation concernée se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par l'établissement des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant de l'établissement afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du marché public se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

ARTICLE 4 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 - Identification des personnels du titulaire

Le titulaire est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte de l'établissement (bâtiments administratifs et sites hospitaliers) un **dispositif d'identification** combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

4.2 - Dispositif de sécurité propre aux opérateurs d'importance vitale

En application de l'instruction générale interministérielle 6 600 du 7 janvier 2014, l'établissement se réserve le droit de requérir l'avis de l'autorité administrative, avant d'autoriser l'accès des personnels du titulaire du marché aux bâtiments, locaux et installations de l'établissement.

A cette fin, l'établissement exige du titulaire du marché de lui remettre dans un délai maximum de **8 jours** suivant la notification du marché, la liste exhaustive des personnels susceptibles d'accéder aux bâtiments et installations de l'établissement comportant les informations suivantes :

- Nom et prénom(s) ;
- Date et lieu de naissance ;
- Domicile actuel ;
- Nom de l'employeur (si différent du contractant, exemple de la sous-traitance) ;
- Profession.

La liste est adressée par mail à l'adresse suivante avec accusé de lecture et de réception :

Mme VASSARD (DAHLIB) : corinne.vassard@chu-rouen.fr

De même, en cas de remplacement de son personnel, le titulaire du marché s'engage à adresser la liste des nouveaux personnels qu'il souhaite voir accéder aux bâtiments, locaux et installations de l'établissement au moins un mois avant la venue effective des personnes considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

L'établissement notifiera, par écrit, à la personne concernée qu'ils ont sollicité l'avis de l'autorité administrative quant à son accès aux bâtiments de l'établissement et que, dans ce cadre, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, elle fait l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait ne la concernant n'est « incompatible » avec l'accès envisagé.

L'établissement se réserve le droit, à la suite de l'enquête administrative, de refuser l'accès à tout ou partie des bâtiments et installations à la personne considérée si l'avis émis par le Préfet précise que ses caractéristiques sont « incompatibles ».

Le titulaire du marché est alors informé par l'établissement de cette situation dans les plus brefs délais. L'avis formulé par l'autorité administrative est valable pour une durée de trois ans. Ce délai doit être entendu comme le terme avant lequel l'établissement ne sollicitera pas à nouveau l'administration pour l'accès de la même personne.

Néanmoins, si les conditions nécessaires à la délivrance de l'avis évoluent, c'est-à-dire que des changements radicaux de situation ou de comportement sont notés par l'établissement, il peut solliciter un nouvel avis de l'administration qui jugera de l'opportunité de conduire à nouveau une enquête.

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus entraînera automatiquement la déclaration par l'établissement d'une situation d'anomalie en matière de sécurité auprès des services préfectoraux.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par l'établissement.

4.3 - Confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés l'établissement.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'établissement, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du CHU Rouen Normandie.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, toute technique, ou tout savoir-faire relatif à l'activité de l'établissement, qui lui sera communiqué de manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera d'engager la responsabilité du titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'établissement ou d'un tiers.

4.4 - Sécurité

L'établissement a défini, selon les dispositions du Code du travail – articles R4515-11 à R4515-15 – une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

L'établissement assurera la coordination générale des mesures de prévention relatives aux opérations effectuées sur leurs sites.

Le CHU de Rouen pourra s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par le CHU de Rouen.

Le CHU de Rouen se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe n°1 au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, un document intitulé les « Risques généraux dans les établissements hospitaliers ».

ARTICLE 5 - CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

5.1 - Dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire est tenu de fournir à l'établissement, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles. Les pièces correspondantes à remettre à l'établissement sont listées aux articles D8222-4 à D8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, l'établissement pourra résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG-FCS, le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché, sur simple demande du CHU Rouen Normandie, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

5.2 - Dispositif de sensibilisation à l'éco-conduite

Le CHU Rouen Normandie souhaite que le titulaire possède un dispositif de sensibilisation à l'éco-conduite. En effet, 75% des chauffeurs intervenants lors de l'exécution de la prestation devront être sensibilisés à l'éco-conduite.

Contrôle de l'exécution :

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action de sensibilisation/ à l'éco-conduite pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- Le titulaire devra fournir les attestations de sensibilisations à l'éco-conduite tout au long du marché à chaque nouveau personnel sensibilisé ;
- Le titulaire établit pendant toute la durée du marché un bilan annuel sur la base des bilans transmis à l'acheteur avec indication du % des effectifs sensibilisés à l'éco-conduite (point à intégrer à la revue de performance annuelle) ;
- Le titulaire rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché transmis à l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action de sensibilisation à l'éco-conduite.

En cours d'exécution du marché, et dans une logique de plan de progrès, le titulaire décrira également sa stratégie et ses ambitions concernant la sensibilisation de son personnel à l'éco-conduite (objectifs qualitatifs et quantitatifs, planning). Le Titulaire précisera si ces éléments portent sur l'ensemble de son personnel, et devra le décrire spécifiquement pour les personnels qui œuvreront sur le présent marché

Le non-respect de cette clause entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 13.2 du CCAP.

5.3 - Transition écologique

Le CHU Rouen Normandie est engagé dans une démarche de Transition écologique, sujet porté par la Direction Générale de l'établissement. Les personnels du CHU sont pleinement impliqués, avec la conduite de groupes de travail pluridisciplinaires, permettant d'accélérer les actions durables.

Aussi, le Titulaire devra proposer dans son offre un maximum d'éléments concourant à cette ambition. Ces éléments devront être mesurables, et pourront faire l'objet d'une planification de mise en œuvre sur la période du marché. Egalement, au cours de l'exécution du marché, le Titulaire doit s'engager à proposer à fréquence régulière (fréquence minimum : annuelle) un plan d'actions concrètes qu'il soumettra au CHU de Rouen pour validation.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE REEXAMEN ET MODIFICATION DU MARCHE

6.1 - Modifications du marché public et marchés complémentaires/similaires

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens des articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique.

6.2 - Modification dans la consistance du marché

Dans le cas de modifications au marché, elles pourront être effectuées sous forme d'avenants sous réserve des dispositions suivantes : sauf sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, un avenant ne peut bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

6.3 - Clause de réexamen dans le cadre de l'exécution des prestations du lot n°1

Cette clause s'applique seulement sur les prestations programmées.

Dans le cadre de l'exécution du lot n°1, les courses sont réparties au sein de l'annexe n°3 au CCTP en deux grandes familles : les courses fermes sont les courses qui seront confiées de manière certaine au titulaire. Les courses optionnelles sont les courses qui seront susceptibles d'être confiées au titulaire en cours d'exécution.

Pour les courses fermes : le titulaire a optimisé dans le BPU les coûts à travers une logique de tournée. Ces tournées reposent sur le scénario défini à l'annexe n°3 du CCTP précisant : les points de départ et d'arrivée, les fréquences, les horaires, le type de prestations ainsi que les contraintes associées.

Le titulaire a proposé des tournées respectant les principes suivants :

- Massification : c'est-à-dire regroupant plusieurs courses afin de réduire les coûts unitaires ;
- Optimisation : pour limiter les temps de trajets ou les kilomètres parcourus,
- Réalisables : techniquement et en prenant compte des contraintes horaires fixées.

Pour les courses optionnelles : en cours d'exécution, ces dernières pourront être intégrées dans les tournées prévues initialement par le candidat selon les besoins évolutifs du CHU Rouen Normandie via la présente clause de réexamen. La modification de ces tournées initiales aura pour conséquence d'ajouter ou de supprimer une seule course ou plusieurs, de modifier la prise en charge d'une course

(effectuée par le titulaire ou par le CHU de Rouen) ou encore de regrouper ou décomposer les tournées existantes dans une même journée.

Toutefois, la modification des tournées doit se faire sous réserve du respect des prix plafonds définis au bordereau des prix unitaires.

Dans le cas d'ajout ou de suppression d'une course au sein d'une tournée et lorsque les conditions économiques du marché sont bouleversées, cette évolution pourra faire l'objet d'une modification tarifaire par le biais d'un avenant. Par ailleurs, dans le cas d'une course optionnelle devenant récurrente, la nouvelle tournée ou la tournée modificative fera l'objet d'un avenant afin de l'intégrer au marché.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU Rouen Normandie fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- **L'Acte d'engagement (AE)** et son annexe :
 - Annexe n°1 : Bordereau des prix unitaires (BPU) et le catalogue du titulaire ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**, commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Facteurs de risque en milieu hospitalier ;
 - Annexe n°2 : Liste des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine ;
 - Annexe n°3 : Fiche pratique – Déposer une facture sur le portail Chorus Pro ;
 - Annexe n°4 : Codes services CHORUS CHU-GHT ;
 - Annexe n°5 : décision tarifaire 2025-07 (greffons lots 4+5)
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**, commun à tous les lots, et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Consignes de transport CH Yvetot (lot n°1) ;
 - Annexe n°2 : Délais moyens de transport ;
 - Annexe n°3 : Consignes de transport pour les tournées du lot n°1 (Chu Rouen) ;
 - Annexe n°4 : Format demandé pour les données d'activités ;
 - Annexe n°5 : Consignes de transport CH Neufchâtel-en-Bray.
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)** des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le questionnaire technique du titulaire pour chacun des lots et les fiches techniques, uniquement pour le lot n°1.
- Le mémoire technique éventuellement.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 8 - CONDITIONS DE COMMANDE

8.1 - Emission des commandes

La demande de transport vaut bon de commande.

Conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par l'établissement, au fur et à mesure de ses besoins.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut-être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Chaque demande de transport précise notamment :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- La nature et la quantité des prestations à réaliser en référence au BPU pour le lot concerné ou au catalogue du titulaire ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de l'établissement.

Prioritairement, l'établissement transmet la demande de transport au titulaire sous forme électronique (outil de commande en ligne prioritairement, bon de commande numérisé envoyé par courrier électronique,).

Toutefois, l'établissement a la possibilité de transmettre la demande de transport :

- Soit par téléphone (suivi d'une confirmation électronique ou papier)
- Soit sous forme papier (courrier recommandé avec avis de réception, télécopie, ou par tout autre moyen).

Le titulaire accuse réception de la demande de transport selon les mêmes modalités.

Dès réception du bon de commande, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché public.

8.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'établissement, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'établissement. Le titulaire remet une demande de paiement à cette dernière précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 des CCAG-FCS.

La modification ou l'annulation du bon de transport ou du bon de commande par l'établissement prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire.

8.3 - Annulation d'un bon de commande

L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 9 - OPERATIONS DE VERIFICATION

Des opérations de vérification portant sur la qualité des fournitures et prestations seront destinées à constater que ces dernières répondent aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS elles auront lieu en principe dans un délai de 15 jours à dater de la livraison. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

La fourniture et les prestations de service doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises et au marquage C.E.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues aux articles 29 à 30 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse d'une livraison et/ou prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, l'établissement pourra y faire face et décider d'une fourniture aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché public, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 45-1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'entraîne pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le CHU Rouen Normandie pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE

10.1 - Accès – Consignes

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

10.2 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le Titulaire devra justifier d'une souscription à contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité, couvrant les risques professionnels, vols et détériorations des marchandises transportées.

ARTICLE 11 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

11.1 - Contenu des prix

11.1.1 – *Généralités*

Le marché public est traité à prix unitaires. **Ces prix sont arrondis à 2 chiffres après la virgule.**

Ces prix unitaires figurent au bordereau des prix unitaires (BPU) en annexe n°1 de l'acte d'engagement du lot concerné ou au catalogue du titulaire.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au BPU pour le lot concerné.

Excepté pour le lot n°2, le prix des prestations comprend :

- L'assistance au déploiement, comprenant :
 - La mise à disposition d'un outil de saisie, de suivi et de gestion des expéditions ;
 - La formation des utilisateurs à l'outil de saisie des expéditions ;
 - La prise de rendez-vous avec le(s) bénéficiaire(s) pour la visite du site ;
 - Les conseils aux utilisateurs/interlocuteurs dédiés ;
- L'enlèvement des colis sur le(s) site(s) ;
- L'acheminement et la livraison des colis dans les délais contractuels ;

- La traçabilité des envois ;
- La fourniture d'une preuve de distribution/la certification de la remise faite au déposant ;
- Le suivi de la facturation ;
- Le suivi statistique relatif à la traçabilité des livraisons et des incidents éventuels ;
- Le transport du colis dans les conditions assurant la livraison en bon état de fonctionnement ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- La mise en œuvre et l'exploitation des moyens de télécommunications lui permettant l'accès sécurisé au site de développement et les coûts de communication entre son site et ceux de l'acheteur ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison.

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque correspondant à :

- La production d'outils méthodologiques et de communication vers les utilisateurs ;
- Le suivi commercial ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

11.1.2 – Part du prix relatif au carburant

Conformément à la réglementation relative à la répercussion de la variation des prix du gazole dans les prix, le prix de transport initialement convenu varie au cours du marché et est révisé de plein droit pour prendre en compte l'évolution des charges liée à la variation du coût du carburant entre la date de notification de l'accord-cadre et la date de réalisation de chaque opération de transport.

La charge de carburant est déterminée au jour de la date de remise des offres, par référence au prix du gazole publié par le Comité National Routier et la part des charges de carburant dans le prix du transport telle qu'établie dans les indices synthétiques du Comité National Routier.

Le prix du transport initialement convenu est révisé de plein droit en appliquant aux charges de carburant la variation à la hausse ou à la baisse de l'indice gazole professionnel publié par le Comité National Routier sur la période allant de la date de remise des offres à la date de facturation. La facture fait apparaître les charges de carburant supportées par l'entreprise pour la réalisation des opérations de transport.

Ces révisions ne concernent que les prix des prestations « navettes » et « tarifs kilométriques » indiqués comme tels dans le BPU.

11.2 - Clause de révision des prix

La révision des prix pourra être réalisée à la baisse comme à la hausse par application de la formule suivante :

$Pr = Po \times [0,20 + 0,55 (Sr/So) + 0.20 (Ar/Ao) + 0,05 (Rr/Ro)]$
--

Avec :

Pr = Prix révisé de la prestation pour la nouvelle période

Po = Prix initial de la prestation ou dernier prix révisé

So = Indice INSEE du taux des salaires horaires des ouvriers – transports et entreposage – **010562766** connu au mois de la remise des offres ou indice de la dernière révision

Sr = Indice INSEE du taux des salaires horaires des ouvriers – transports et entreposage – **010562766** révisé connu au moment de la révision

Ao = Indice INSEE de prix de l'offre intérieure des produits industriels - CPF 23.10 - véhicules utilitaires **010764839** connu au mois de la remise des offres ou indice de la dernière révision

Ar = Indice INSEE de prix de l'offre intérieure des produits industriels - CPF 23.10 - véhicules utilitaires **010764839** révisé connu au moment de la révision

Ro = Indice INSEE entretien et réparations des véhicules particuliers – 001764110 connu au moment de la remise des offres ou indice de la dernière révision

Rr = Indice INSEE entretien et réparations des véhicules particuliers – 001764110 révisé connu au mois de la révision

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués au CHU de Rouen pour validation, au moins un mois avant la date de révision des prix du marché. **A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits.** En sus des nouveaux prix, le titulaire doit fournir le détail de la formule de révision des prix appliquée ainsi que le mois de parution de chaque indicateur utilisé.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le CHU de Rouen prononcée dans le délai maximum d'un mois à compter de leur date de réception. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisée permettant une traçabilité.

A l'issue de cette validation, les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date d'anniversaire.

Le CHU Rouen Normandie se réserve le droit de solliciter l'avis de la DREETS (Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités).

11.3 - Clause de sauvegarde

En cas de variation conduisant à un **taux d'augmentation des prix supérieur à 3 % l'an**, le CHU de Rouen se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 6 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de six mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 3 %.

11.4 - Prix promotionnels

Le Titulaire s'engage, au cours de l'exécution du marché, à informer le CHU Rouen Normandie des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer et à lui en faire bénéficier.

Il s'engage ainsi à communiquer par courrier, courriel ou télécopie, dont le CHU Rouen Normandie accusera réception :

- Les produits et prestations concernés par la promotion ;
- La durée de l'offre promotionnelle ;
- Le numéro du marché public ;
- Les prix modifiés par la promotion.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses du marché public.

ARTICLE 12 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

12.1 - Présentation des demandes de paiement - Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le **dépôt de la facture électronique est obligatoire**, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- En annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe n°3 CCAP)
- Un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;

- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou l'étendue et la nature des prestations exécutées ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Le numéro de Cristal (numéro anonyme du donneur) pour les lots n°3, 4 et 5 si possible ;
- Le document de l'ABM si possible ;
- La surcharge carburant.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : la liste des codes service CHORUS et les numéros SIRET de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine figure en annexe n°4 du présent CCAP.

Les factures seront émises mensuellement.

12.2 - Conditions de règlement

12.2.1 – Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par **virement bancaire**.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, **dans le délai global maximum fixé à 50 jours**.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

12.2.2 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, du bon de commande dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

Le titulaire a indiqué dans l'Acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

12.2.3 - Comptable

Les comptables assignataires chargés des paiements de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par cette consultation sont listés à l'annexe n°1 du CCAP.

12.2.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

12.2.5 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention « d'exemplaire unique » sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-45 à R2191-62 du Code de la commande publique).

ARTICLE 13 - PENALITES

13.1 - Généralités

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable.

Le CHU Rouen Normandie peut réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier ses défaillances.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant et sont cumulables.

13.2 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque la totalité des prestations objet du bon de commande n'a pas été exécutée dans le délai contractuel d'exécution, par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Cahier des clauses administratives particulières

Transport de prélèvements, de produits hôteliers / hospitaliers, de greffons et de documents pour le GHT Rouen Cœur de Seine

MOTIF	montant	Modalités de calcul de la pénalité ou de la retenue
Retard d'enlèvement : en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations	20 € HT /heure de retard	heure effective d'enlèvement inscrite sur le bon d'enlèvement - heure théorique d'enlèvement prévue sur le bon de commande
Défaut d'enlèvement ou refus de prise en charge :	200 € HT	Forfait / jour
Retard de livraison : en cas de dépassement du délai contractuel des prestations	10 € HT pour 1 jour de retard	Non présentation du colis en J+1 mais que J+2 (quelque soit l'heure d'arrivée du colis dans la journée)
	20 € HT pour 2 jours de retard	Non présentation du colis en J+1 mais que J+3 (quelque soit l'heure d'arrivée du colis dans la journée)
	non paiement du transport	Non présentation du colis en J+1 mais que J+4 (quelque soit l'heure d'arrivée du colis dans la journée)
Retard de livraison (lots 4 +5) : entraînant la perte du greffon dans son intégralité et l'impossibilité de greffer l'organe	voir un exemple de décision tarifaire 2025 ci-jointe en annexe n° 5 en fonction du type de greffon	
Retard de livraison pour les demandes programmées de transport (lot 1) Le retard est comptabilisé à partir de la tolérance indiquée dans le CCTP. Tout retard imputable aux sites du CHU ROUEN concerné ne donnera pas lieu à l'application des pénalités	10% du montant du transport	retard de livraison supérieur à 15 min
	20% du montant du transport	retard de livraison supérieur à 30 min
	50% du montant du transport	retard de livraison supérieur à 60 min
Rupture de charge / excursion de température : si un écart de température faisant courir un risque à l'intégralité de la marchandise est constaté par rapport à la gamme de température commandée	Forfait de 50 € HT + non paiement du transport	Forfait Par colis en rupture de charge Le titulaire s'engage dans son mémoire technique à une durée maximale de rupture de charge par type d'envoi
Incapacité à fournir la traçabilité de la température: si le titulaire ne peut pas fournir la traçabilité des températures	80 € HT	Forfait Par colis sans traçabilité des températures
Non réponse à une réclamation dans le délai de 72 heures	50 € HT / jour de retard	72 H à compter de l'heure du dépôt de la réclamation datée (mail, site internet titulaire, fax,...)
Perte des documents - lot 2	100 € HT	Forfait par demande de transport dont les documents auraient été perdus
Perte des colis - lots 1 - 3 - 4- 5	200 € HT	Forfait + remboursements des contenants par demande de transport dont les produits auraient été perdus
Conditions de transport non réglementaires, non-conformes aux bonnes pratiques	100 € HT	Forfait par demande de transport
Non respect des conditions de qualité de prise en charge des transports (tout dépassement des bornes de température lors de la prestation)	100 € HT	Forfait par demande de transport
Défaut de signalements (non respect des conditions d'informations, retard ou manquement aux obligations d'informer l'établissement immédiatement sur un retard de livraison, sur un défaut de température, ou toute situation mettant en péril les horaires convenus et /ou les conditions prévues au marché)	50 € HT	Forfait par demande de transport
Dispositif de sensibilisation à l'éco conduite : 75% des effectifs sensibilisés à l'éco-conduite	500€ HT	Forfait par cas constaté par semestre
Dispositif de sensibilisation à l'éco conduite : non transmission , transmission partielle ou retard des documents et attestations de sensibilisation	50 € HT	Forfait par jour de retard

Les samedis, dimanches et jours fériés n'entrent pas dans le calcul des pénalités.
Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

13.3 - Pénalités pour non-respect du secret professionnel

Dans le cadre du suivi du marché, des pénalités pourront être appliquées au titulaire du marché en cas de non-respect des engagements du cahier des charges :

Le non-respect du secret professionnel ou de la confidentialité entraînera une retenue de 5% sur le montant de la facture du transport concerné.

Cette pénalité sera appliquée après réception et analyse des incidents relevés des services de l'établissement au cours d'un entretien avec le titulaire du marché et le représentant de l'Entreprise de Transports concernée.

L'établissement se réserve le droit de demander aux responsables du marché le remplacement d'un chauffeur ayant manqué aux obligations législatives, réglementaires ou contractuelles, ou ne donnant pas satisfaction.

Des rendez-vous programmés ou ponctuels seront instaurés entre l'établissement et le titulaire du marché afin d'évaluer les problèmes rencontrés par chacune des parties.

ARTICLE 14 - RESILIATION

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Par ailleurs, le titulaire étranger indique sur la facture :

- Le pays d'origine des marchandises
- Le code de nomenclature douanière
- Le n° de TVA intracommunautaire du titulaire
- Le poids des marchandises livrées
- Le mode de transport des marchandises (par route, air, mer, chemin de fer)

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 40 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 40 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 16 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

16.1 - Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R2197-1 à R2197-2 du Code la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – **Médiateur interne** et **Correspondant PME**

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

16.2 - Résolution contentieuse - compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il est dérogé au CCAG-FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Article 7	Article 4.1
Article 8.1	Article 3.7.1
Articles 9	Articles 28.1 et 45.1
Article 11.3	Article 38 et 42
Article 13.1	Article 14.1.3
Article 13.2	Article 14.1.1